

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Procédure adaptée ouverte
Soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

MARCHE N°2615C02MP

**Fourniture d'équipements et de consommables
d'ophtalmologie pour le compte de la CCI du Cantal,
dans le cadre de ses activités de son centre de
formation de Saint Flour.**

Pouvoir Adjudicateur

Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale du Cantal

44 Boulevard du Pont Rouge











15000 Aurillac

Site internet: www.cantal.cci.fr

Profil acheteur: www.marches-publics.gouv.fr

Cellule régionale de la commande publique: marches@cantal.cci.fr

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Fourniture d'équipements et de consommables d'ophtalmologie pour le compte de la CCI du Cantal, dans le cadre de ses activités de son centre de formation de Saint Flour.
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	3
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	2 ans
	Reconduction	Non
	Prix	Prix mixtes
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	5
1.3 - Type d'accord-cadre	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
4 - Protection des données à caractère personnel	6
5 - Durée et délais d'exécution	7
5.1 - Durée du contrat	7
6 - Prix	7
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
6.2 - Modalités de variation des prix.....	7
7 - Garanties Financières	8
8 - Avance	8
9 - Modalités de règlement des comptes	8
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	8
9.3 - Délai global de paiement.....	9
9.4 - Paiement des cotraitants.....	9
10 - Conditions d'exécution des prestations	9
11 - Développement durable	10
12 - Constatation de l'exécution des prestations	11
12.1 - Vérifications	11
12.2 - Décision après vérification	11
13 - Garantie des prestations	11
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	11
15 - Pénalités.....	12
15.1 - Pénalités de retard	12
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé	12
15.3 - Autres pénalités spécifiques	12
16 - Assurances.....	12
17 - Clause de réexamen	13
18 - Résiliation du contrat	13
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	13
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	14
19 - Règlement des litiges et langues	14
20 - Clauses complémentaires	14
21 - Clauses techniques particulières	14
22 - Dérogations	15

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Contexte

La CCI Cantal, établissement public à caractère administratif rattaché à la CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes, constitue l'échelon de proximité auprès des entreprises du département. Elle intervient en appui au développement économique local à travers trois missions principales :

- Accompagner les entreprises industrielles, commerciales et de services dans leur développement ;
- Assurer leur représentation auprès des pouvoirs publics ;
- Proposer une offre de formation destinée au développement des compétences, portée par ses établissements de formation et d'enseignement réunis au sein du Campus CCI Cantal.

La CCI dispose d'un Campus de formation entièrement équipé permettant de dispenser de multiples formations sur catalogue ou spécifiques en lien direct avec le marché de l'emploi :

www.formationscantal.fr

Ces formations sont dispensées dans différents domaines :

Très haut débit, Smart City, GSM
Métiers de l'industrie et du bâtiment,
Métiers du tertiaire
Métiers de la montagne, tourisme et nature
Métiers du sanitaire et social
Métiers optique lunetterie
Formation continue

Les clients cible de la CCI sont les suivants :

Salariés d'entreprises,
Demandeurs d'emploi,
Alternants

Dans le cadre de ses actions de formation, la CCI souhaite développer des formations aux métiers optique lunetterie.

Afin de dispenser ces formations, la CCI souhaite s'équiper de matériel d'ophtalmologie.

Lieux d'exécution :

LE CAMPUS BY SAINT FLOUR – 74 Avenue de la République – 15100 SAINT FLOUR

1.2 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent la Fourniture d'équipements et de consommables d'ophtalmologie pour le compte de la CCI du Cantal, dans le cadre de ses activités de son centre de formation de Saint Flour.

L'offre intègre :

- La fourniture des matériels et/ou des consommables;
- La protection des locaux lors des opérations d'installation (protection des sols, murs, arrêtes de porte, ascenseur (si disponible le jour de la livraison)) ;
- La livraison, le déchargement, le déballage, la mise en place et l'installation dans la salle de destination.

- Le montage, le réglage des matériels le nécessitant. Le cas échéant, la fixation en utilisant des consommables adaptés à la nature des murs ou des sols, afin d'assurer une prestation dans les règles de l'art ;
- L'évacuation des emballages (cartons, palette, plastiques...) et cela impérativement avant la fin de l'installation ;
- La démonstration de fonctionnement ;
- Le nettoyage des mobiliers et matériels installés (si l'état le justifie) et des salissures provoquées ;
- Toutes autres prestations décrites au CCP.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.3 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 Lot(s) :

Les lots 1 et 2 sont mono attributaires.

Le lot 3 est multi attributaires sous réserve d'un nombre suffisant d'offres. Voir dans le tableau ci-après le nombre de titulaires requis.

Lot(s)	Désignation	Nombre de titulaires requis	Montant maximum en € HT pour la durée du marché (2 ans)
01	Pack optométrie comprenant bras de réfracteur / fauteuil / projecteur de test / tête de réfraction manuelle / tabouret	1	50 000 €
02	Autres équipements comprenant Lampe à fente / Auto-réfractomètre / table	1	25 000 €
03	Consommables optique lunetterie dont Lunettes d'essai / Mallette de Verres d'essai	2	10 000 €

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande du lot 3

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les titulaires se verront attribuer les bons de commande au fur et à mesure de la mobilisation des formations à réaliser et jusqu'au dernier jour de validité du marché, à partir des critères suivants :

- 1- Délai de livraison
- 2- Prix

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) du lot concerné
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) du lot concerné
- Le cahier des clauses particulières (CCP) commun à tous les lots
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cadre de réponse OBLIGATOIRE du lot concerné
- Le catalogue tarifé du fournisseur pour le lot 3
- les fiches techniques des équipements et articles proposés avec photos
- les fiches de données de sécurité , le cas échéant

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 2 ans.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (dont les frais de déplacement et d'hébergement éventuels pour toutes les réunions nécessaires à la réalisation de la prestation).

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 03/2026 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du contrat d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
1, 2, 3	$C_n = + 100.0\% (010763978 (n) / 010763978 (o))$	Le Bordereau des prix

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
1, 2 et 3	Indice 010763978	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 32.50 – Instruments et fournitures à usage médical et dentaire Prix de base – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010763978

6.3 - Clause de butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de l'ajustement des prix sera limitée à une augmentation de 3 % (trois pour cent) maximum l'an.

6.4 - Offres promotionnelles et remises

L'accord cadre prévoit la possibilité de commander des produits sur la base de remises exceptionnelles et de rabais promotionnels.

Le titulaire adresse le tarif promotionnel à l'acheteur, par tout moyen lui permettant de lui donner une date certaine, en lui donnant toutes les précisions utiles, et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés. Ce tarif est annexé au marché et constitue une pièce justificative, nécessaire au comptable.

À l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché annexés à l'acte d'engagement sont à nouveau en vigueur. La baisse de prix ne s'applique qu'aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion.

6.5 - Seuil de déclenchement de la clause de variation de prix

Dans le cadre de la révision annuelle, les modalités de variation de prix ne se déclencheront que dans la mesure où l'augmentation est strictement supérieure à 1%.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de

la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 18150001800039
- Code service : 15C100
- Numéro d'engagement juridique : 2615C02MP

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Éco-conception et composition des produits

Les consommables proposés devront être conformes à la réglementation européenne en vigueur, notamment au règlement REACH.

Le titulaire s'engage, dans la mesure du possible et en fonction des gammes proposées, à privilégier des produits :

- fabriqués à partir de matériaux recyclables ou intégrant une part de matières recyclées ;
- limitant l'usage de substances dangereuses ou préoccupantes ;
- accompagnés de fiches techniques et, le cas échéant, de fiches de données de sécurité à jour.

À la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire pourra être amené à communiquer les éléments d'information disponibles relatifs aux caractéristiques environnementales des produits fournis.

Réduction et gestion des emballages

Le titulaire veillera à limiter l'impact environnemental des emballages liés aux produits livrés.

À ce titre, il s'engage à privilégier, lorsque cela est techniquement et économiquement possible :

- des emballages adaptés, limitant leur volume et leur poids ;
- des matériaux recyclables, réutilisables ou issus de matières recyclées ;
- des solutions permettant de réduire le recours aux emballages plastiques à usage unique.

Toute évolution favorable des conditionnements intervenant en cours d'exécution du marché devra être portée à la connaissance du pouvoir adjudicateur.

Logistique et livraison responsables

Dans l'organisation des livraisons, le titulaire s'attachera à :

- optimiser le conditionnement et le remplissage des colis afin de limiter l'impact environnemental du transport ;
- regrouper les livraisons lorsque cela est compatible avec les délais contractuels ;
- recourir, lorsque cela est possible, à des transporteurs mettant en œuvre des actions de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Gestion des déchets

Le titulaire devra être en mesure d'informer le pouvoir adjudicateur, à sa demande, des bonnes pratiques de tri et d'élimination des déchets issus des consommables fournis.

Lorsque cela est prévu par la réglementation ou les usages de la profession, il proposera des solutions ou orientations vers des filières de traitement adaptées aux déchets concernés.

Durabilité

Les équipements fournis devront présenter une conception permettant une utilisation prolongée dans des conditions normales d'exploitation. À ce titre, le titulaire veille notamment à :

- privilégier des matériels conçus avec des matériaux robustes ou recyclables ;
- garantir la disponibilité des pièces détachées essentielles pendant une durée minimale de cinq ans à compter de la date de livraison ;
- fournir, à la demande du pouvoir adjudicateur, tout document permettant d'attester de la durée de vie estimée des produits.

Réparabilité

Le titulaire garantit que les équipements livrés sont conçus de manière à permettre leur maintenance et leur réparation dans des conditions raisonnables. Cela comprend :

- l'accès aux pièces détachées usuelles ;
- la mise à disposition, sur demande, de notices d'entretien ou de réparation en langue française ;

- la capacité à assurer ou à orienter vers un service après-vente compétent pour les interventions nécessaires au maintien en état de fonctionnement.

Sobriété énergétique

Les équipements électriques et électroniques fournis devront respecter les réglementations européennes applicables en matière d'efficacité énergétique et, lorsque cela est pertinent, présenter un niveau optimisé de consommation.

À ce titre, le titulaire s'engage à privilégier des produits :

- disposant d'un éclairage ou d'une alimentation à faible consommation ;
- intégrant des technologies réduisant la consommation énergétique à l'usage ;
- conformes aux normes européennes en vigueur en matière de performance énergétique.

Suivi et amélioration des pratiques

Dans une logique d'amélioration continue, le titulaire pourra être invité, en cours d'exécution du marché, à présenter :

- les actions mises en œuvre pour améliorer la performance environnementale de ses produits ou conditionnements ;
- toute évolution de gamme ou produit équivalent présentant des caractéristiques environnementales améliorées.

Les échanges intervenant dans ce cadre ne sauraient avoir pour effet de modifier les conditions financières du marché sans accord formalisé des parties.

À la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit tout élément permettant de vérifier la conformité des produits aux exigences du présent article, notamment :

- fiches techniques détaillées ;
- certificats, déclarations UE de conformité ou rapports d'essais ;
- informations relatives à la composition, la réparabilité et la performance énergétique.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par CCI CANTAL.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie dont le point de départ est la date de livraison. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas de manquement du titulaire à ses engagements en matière de développement durable tels que définis à l'article 11 du présent CCP, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer une pénalité forfaitaire, dans les conditions précisées ci-après.

Constitue notamment un manquement passible de pénalité :

- l'absence de transmission, sans motif valable, des informations ou documents demandés par le pouvoir adjudicateur relatifs aux caractéristiques environnementales des produits ou conditionnements fournis ;
- le non-respect répété des principes de limitation des emballages ou d'organisation des livraisons, lorsqu'il a été constaté et signalé au titulaire ;
- l'absence de prise en compte, sans justification, des obligations réglementaires applicables aux produits livrés.

La pénalité applicable est fixée à 50 euros par constatation d'un manquement.

Avant l'application de toute pénalité, le titulaire est informé du manquement constaté et dispose d'un délai raisonnable pour formuler ses observations ou mettre en œuvre les actions correctives nécessaires.

L'application de cette pénalité n'exclut pas la possibilité, pour le pouvoir adjudicateur, de privilégier un échange avec le titulaire visant à améliorer les pratiques dans une logique d'exécution loyale du marché.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Ajout , modification ou suppression d'articles dans le bordereau de prix :

- ⇒ Substitution d'articles notamment suite au reporting annuel des articles commandés au cours de chaque période d'exécution du marché
- ⇒ Émergence de nouveaux besoins en cours d'exécution du marché

Modifications ou nouvelle condition d'exécution des prestations dans le respect du budget imparti :

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose.

Modification du montant maximum

Le montant maximum du contrat pourra faire l'objet d'un réexamen par les deux parties si cette modification est rendue nécessaire :

- par l'évolution des coûts du contrat, résultant d'événements irrésistibles et extérieurs aux parties, conduisant le titulaire à exposer pour l'exécution du marché, des sommes ayant un impact significatif sur l'équilibre du contrat.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 – Dispositif de vigilance : Aproxall (ex -E Attestations)

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats déposent leurs certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique sur la plateforme **Aproxall** mise à disposition gratuitement par la CCI à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre admis au paiement direct, les sous-traitants devront également déposer leurs documents sur la plateforme Aproxall

L'attributaire pressenti et ses sous-traitants recevront un courriel d'invitation pour se connecter sur Aproxall, depuis l'adresse account@e-attestations.com.

Il convient donc de prendre préalablement toutes les mesures nécessaires pour garantir sa bonne réception.

21 - Clauses techniques particulières

21.1. Exigences techniques à minima

Lot 1 : Pack optométrie comprenant :

- Bras de réfracteur : bras articulé, réglage hauteur/profondeur, fixation sécurisée,
- Fauteuil d'examen : réglage électrique ou hydraulique, dossier inclinable, Accoudoirs escamotables, repose pieds, revêtement nettoyable
- Projecteur de tests : projection LED, ≥ 30 optotypes, télécommande
- Tête de réfraction manuelle : sphères -19D à +16D, cylindres $\pm 6D$, rotation 0° - 180°
- Tabouret : hauteur réglable, base stable avec roulettes

Lot 2 : Autres équipements :

- Lampe à fente : grossissements 10x/16x, éclairage LED
- Auto-réfractomètre : mesure sphère/cylindre/axe, affichage digital
- Table réglable permettant de poser les 2 appareils (lampe à fente et auto-réfractomètre)

Lot 3 : consommables optique lunetterie dont :

- Lunettes d'essai universelle : réglage pupillaire, compatible verres standard
- Mallette de verres d'essai : ≥ 104 verres, étui rigide

21.2. Normes et conformité

Les équipements et consommables fournis devront être conformes aux normes françaises et européennes en vigueur à la date de notification du marché, ainsi qu'à l'ensemble des dispositions réglementaires applicables aux dispositifs médicaux, notamment le marquage CE lorsqu'il est requis.

Le titulaire devra être en mesure de fournir, à la demande du pouvoir adjudicateur, tout document attestant de la conformité des produits (déclaration UE de conformité, certificats, rapports d'essais, notices).

21.3 - . Documentation

Le titulaire devra fournir, pour chaque équipement et consommable, une fiche technique, une fiche de données de sécurité (le cas échéant) ainsi qu'une notice d'utilisation rédigée en langue française.

22 - Dérogations

- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services